

Vivre et habiter l'espace Terre

Le pire des crimes, c'est le surplace, ne pas avancer, rester toujours là comme ça, collé aux chaises ... comme une chose stagnante, une glaire de vieux. Moi, je progresse. Je nomadise, j'erre, je vais. Toute marche est une marche spirituelle. Xavier Grall, *Barde imaginé* (1968)

L'exil de nos racines

Une vieille femme, autrefois agricultrice, seule, trébuchant sous le poids de quelques reliques sauvées à la hâte de son village détruit, erre vers Sarajevo pour y trouver un peu de pain. Elle approvisionnait un quartier de la ville... en blé!

Ce même cas de figure, dramatique, s'est produit dans les "années 50" afin de poursuivre, après la guerre 39-45, une autre guerre: celle du "développement" économique dicté par le fameux "Plan Marshall". La poudre à canon se mutait en nitrates, afin d'accroître les rendements agricoles pour nourrir la population après les dégâts des champs de bataille. En un temps record le paysage rural et la répartition humaine sur le territoire se modifiait radicalement. Objectif : le développement.

Une bonne moitié des Français ont quitté depuis, une vie plutôt pauvre et pas toujours facile, mais sans trop de misère morale, pour s'entasser progressivement dans nos banlieues. Notons que les pays "émergents" ou récemment entrés dans l'Europe, suivent aujourd'hui ce type de "progrès" encore plus rapidement que nous. Notre confort est assis sur le sacrifice d'une génération de ruraux, Français, Portugais ou Maghrébins. Ils ont quitté leurs familles, leurs terres pour s'engouffrer dans les gueules de l'industrie, dans l'enfer des fonderies et des marteaux pilons, soudant les carcasses de voitures à la chaîne. Hommes machines condamnés à survivre dans les "Algeco" de chantier, morts de froid cet "Hiver 54" où l'abbé Pierre fonda les chiffonniers d'Emmaüs. "Nous avons du sang et de la sueur sur les mains", scandera-t-il toujours à l'adresse de cette minorité que nous sommes, à la fois complices et piégés par cette croissance matérielle soutenue en 2007 et sans équivoque, par les candidats-500-signatures aux Présidentielles. L'habitat préfabriqué et les H.L.M. sont nés à cette époque afin de loger les ouvriers de l'industrie venus des campagnes, phénomène amorcé après guerre, transformant totalement les terroirs. Les cités dortoirs ont été construites à la va-vite pour abreuver les usines. Un concept d'habitat est né, au moindre coût, en hauteur pour loger un maximum de prolétaires sur une faible surface, sans aucune infrastructure commerciale, sans accueil, sans âme. Les techniques standardisées ont ainsi abolies l'originalité, imposées le béton et le parpaing, gros consommateurs de pétrole, et l'habitat s'est vu dépossédé de l'initiative de ses propres habitants au profit des trusts promoteurs, où le calcul de résistance des matériaux a pris le pas sur le bon sens, la beauté et la créativité, imposant ses normes, ses contraintes et ses centres d'études imprégnés de ces concepts.

"Paris et le désert français"

Bien que les villes aient toujours existées, des cités incas, romaines, ou plus récentes comme Paris à l'époque du Baron Haussmann, ce choix des années 1950 est issu d'une politique révolutionnaire à 2 faces complémentaires: l'intensification de l'agriculture chimique qui, polluant et désertifiant les campagnes, a libéré des bras pour l'industrie, accélérant les profits obtenus par la généralisation progressive de nos comforts modernes: lave linge, frigidaire, télévision, automobile, électroménager, dont nous "profitons", nous aussi, aujourd'hui.

Les mégapoles et leurs villes satellites, les grands ensembles des banlieues et les lotissements périphériques, totalement dépendants des approvisionnements, donc des transports, importent ... tout ou presque. Les matériaux sont standardisés, les plans sont clonés pour des raisons pratiques, de gain de temps et de moindre volume. Les citadins, privés de toute ressource naturelle donc gratuite, n'ont d'autres moyens de vivre, (boire, manger, habiter etc.) que celui du salariat. Ils vivent de manière éclatée, séparés de leur habitat une grande partie du temps, multiplient par 2 le salaire unique d'autrefois, payent les produits emballés du super marché, la maison dans laquelle ils ne sont pas, les charges, voitures incluses, et délèguent à d'autres salariés anonymes la quasi totalité de leurs besoins. Le salarié astreint aux tâches répétitives, sauf pour certaines catégories socio professionnelles, ne voit pas toujours la finalité de son travail. Le choix d'une société à dominante industrielle a modelé un aménagement du territoire et par conséquent un habitat lié à un mode de penser et de vie.

Le systémisme, à l'image des équilibres naturels, tel les poupées gigognes, considère un élément, l'habitat en l'occurrence, dans un ensemble plus grand: le plan d'aménagement du territoire, lui-même dicté par une vision de l'homme et de l'économie, le tout s'inscrivant dans un environnement naturel. Ainsi, l'autosubsistance, l'habitat dispersé, le village, privilégie spontanément l'unité territoriale du bassin versant ou de la vallée et bâtit ses maisons avec les matériaux locaux sans transport ou presque, trouve son énergie des forces naturelles: animales, vents, petites centrales hydrauliques et régule les aléas climatiques d'un foisonnement de petits ouvrages et de haies. etc.. Ceci correspond à une société décentralisée à dominante rurale, édifiée dans le temps, dont la variété des ressources naturelles signent la beauté et la diversité des terroirs ainsi qu'une relative autonomie à travers de petites tâches variées souvent complémentaires. De la vache menée à l'écurie pour la traite à la main, de la brouette de maïs coupé à la faucille pour nourrir poules et lapins, du jardin, première ressource alimentaire, du Postier Breton qui tire la charrue, de la pièce unique de 50m² hébergeant 3 générations autour de l'âtre, nous sommes passés en un clin d'œil aux tours des banlieues, aux périphériques surchargés. Nous observons de la fenêtre du TGV lancé à plus de 250 km/h pendant 3 heures de trajets quelques

rare villages entre les grosses villes. En moins de 50 ans nous avons inversé les proportions: les 80% de ruraux du début du 20^{ème} siècle sont devenus 80% d'urbains ce qui représente une révolution que nos grands parents n'auraient pu imaginer.

Vers la restauration écologique des sociétés humaines.

Envisager le futur de l'habitat sans remettre en cause les choix radicaux dictés par l'irruption d'une société industrielle donc urbaine, acceptée de gré ou de force par beaucoup, ressemble à une maison sans fondation. Tout projet d'un nouvel habitat, d'agglomérations d'habitats ou de gestion des territoires, qui tendrait à prolonger ou améliorer ce qui existe est voué à la redite ou à l'échec. Une position aussi radicale peut paraître outrancière parce que nous avons perdu le courage de voir la vérité en face et comme le dit si bien Edgar Morin: " à considérer l'urgent comme essentiel, nous avons perdu l'urgence de l'essentiel". L'essentiel est de remettre l'homme et son habitat au cœur des équilibres de la biosphère, parce que l'écologie, science de la globalité, n'est pas une option mais doit être le pivot de toute construction humaine.

Nous avons dépassé notre quota de ressources et de pollution depuis 1960, date à laquelle le mode de vie français a dépassé la capacité de la Terre à satisfaire ses besoins. Un objectif clair, à la hauteur de la gravité des enjeux, aussi audacieux que celui qui a construit le monde d'aujourd'hui, doit se conjuguer avec une attitude de souplesse et d'adaptation parce que le chemin du futur s'élabore ... avec le monde tel qu'il est.

Il s'agit d'engendrer une mobilisation d'envergure afin d'élaborer une autre vision de société, fondée non plus sur la production d'objets mais sur l'épanouissement humain qui doit offrir une large palette de comportements liée à la diversité humaine, du nomadisme aux changements d'habitats selon les âges de la vie ou des vocations successives, afin de déterminer d'autres critères d'habitats et de regroupements humains. C'est une question délicate (qui peut en décider pour autrui ?) déjà envisagée par l'ONU à travers l'I D H: l'indice du développement humain, dont les critères ne sont plus de l'ordre du P I B mais d'ordre qualitatif.

Une autre décentralisation au service de l'environnement

Il est nécessaire d'envisager l'habitat dans une cohérence sur des critères nouveaux: écologiques et sociaux. La "niche" humaine, individuelle et collective doit s'inscrire dans le système global des lois qui règlent l'homéostasie, c'est à dire, l'équilibre et la pérennité de l'écosphère. Loin du replâtrage permanent lié à la peur de l'inconnu et de la monoculture issue des grandes écoles, nous sommes assignés à l'audace de la vision large, celle qui manque cruellement aujourd'hui. Les techniques de l'habitat sain existent, la maison Minergie, les maisons autonomes, les éco hameaux, les lotissements ou quartiers "négawatts" existent. Si nous voulons que ces expériences réussies ne restent pas des vitrines, nous devons individuellement et collectivement prendre nos responsabilités pour agir, à l'échelle des communautés de base sans attendre l'avis d'experts parachutés "d'en haut". Ceci implique de diminuer la production d'objets matériels considérés comme inutiles ou dangereux, de trouver la juste mesure entre l'industrie et l'agriculture, de repenser les villes selon les critères de l'écologie (la ville de Lorient a divisé par 4,5 sa consommation d'énergie en 27 ans malgré une augmentation démographique de 50%) et d'orienter les activités et la gestion des ressources vers une nouvelle ruralisation intelligente.

Cela suppose une volonté de proposer à ceux qui le souhaitent un accueil en terre paysanne. Des maires proposent aujourd'hui des terrains à bas prix pour attirer les jeunes couples; investir localement dans un large éventail de nouvelles tâches à échelle humaine entre l'artisanat et les très petites entreprises (TPE), celles qui créent le plus d'emplois, édifiées à portée de marche à pied, de vélos ou de transports en communs légers et fréquents. Ce nouveau comportement, amorcé depuis une quinzaine d'années dans plusieurs pays européens donne du sens à la décentralisation administrative: elle entame une indépendance technique et culturelle à l'égard des grandes villes. Ainsi, ces habitants vivent à la campagne, "de" la campagne. Ils changent leur alimentation pour des crudités et des légumes biologiques, substituent le potager au gazon, redécouvrent le jardin comme apport substantiel et comme passion, diminuent leur consommation de viande, organisent des circuits courts auprès d'agriculteurs proches, le panier d'osier sur le porte bagage du vélo. Ces nouveaux comportements sont créateurs d'une autre civilisation car ils engendrent une énorme surface agricole utile (S A U), libérant ainsi de nouveaux espaces de vie!... pour ceux qui souhaitent en faire autant. Nous touchons là un exemple flagrant de systémisme où le mode nutritionnel agit directement sur l'aménagement du territoire! ...Nous sommes loin d'une "déportation" de citadins en villégiature menant leurs enfants, travaillant, achetant ... à la ville, fautes d'infrastructure locales. Prétendre, comme certains, y compris des "écologistes", que la ville est une solution au transport est une ineptie monumentale: cessons pendant une semaine toute arrivée de marchandises par camions, trains ou avions et imaginons ce qui se passe... même pour les citadins exemplaires qui n'ont pas de voiture !!!

L'énergie à portée de vue

La production électrique décentralisée économiserait 1/3 dans le transport et 1/3 dans la distribution, ce qui est colossal!. Le grand éolien est dévoyé de sa destination fondamentale en renvoyant sur le réseau national son énergie: un courant électrique produit localement permet un gain économique multiplié par trois! Notre propre éolienne, distante de 30 mètres de notre habitation affiche un rendement qui pulvérise ceux des installations sophistiquées du concept centralisé. Rappelons que nous consommons 1,2 kw/h d'électricité (soit zéro pollution) par jour par habitant contre 12 pour la moyenne française et 300 euros de chauffage par an depuis

30 ans pour un confort suffisant. La solution cohérente est l'achat collectif pour une consommation mutualisée de proximité initiée par la commune de Silfiac par exemple. Conçue dans ces perspectives, la décentralisation n'a rien à voir avec une "transplantation" de population en lotissements d'ortoirs; c'est une intégration environnementale des personnes, dont le bienfait majeur qualitatif est de renouer avec le monde vivant que la ville peut difficilement côtoyer. Attention! le danger est grand de systématiser une orientation et de tomber dans une vaine opposition ville-campagne. L'autarcie ouvre la voie au dangereux repli sur soi et la centralisation exacerbée actuelle mène au gâchis énergétique et à la perte de nos libertés et de nos diversités créatives. Il faut aller dans le sens d'établir des rapports harmonieux entre ces deux extrêmes par une démocratie participative qui ne soit pas une consultation de plus mais dont l'application des conclusions soient effective. La concertation ville-campagne autour de la répartition des surfaces sauvages, agricoles, urbaines ou de loisir, est une tâche urgente et fondamentale qui conditionnent l'avenir technique et sociétal de l'habitat.

Les solutions existent et fonctionnent

Beaucoup de propositions sensées et de réalisations positives présentent des applications techniques dignes d'intérêt: Fribourg, Bedzed, Ausbourg etc. Elles se situent en ville s'adressent à des pays "développés" mais font appel à des procédés coûteux, sophistiqués, dépendants de spécialistes. Elles sont indispensables pour montrer qu'avec un dialogue intense entre les citoyens, la technique et les relais administratifs et politiques, il est possible d'avancer à grand pas.

D'autres expériences individuelles ou collectives autour de maisons écologiques en partie auto construites ou autonomes, d'un prix inférieur aux maisons classiques, prouvent qu'il est possible de bâtir et de vivre autrement en monde rural à condition de changer fondamentalement de comportement. Si la première vocation de la terre doit rester la production d'aliments dignes de la santé du corps humain et non la production de biocarburant qui, s'il était généralisé occuperait 80% des terres cultivables. Le monde rural peut générer des matériaux de construction locaux sans pétroles, fabriqués par la photosynthèse issue de l'énergie solaire: terre, paille, chanvre, lin, bois, laine...au service de nouveaux habitats, impérativement bioclimatiques, orientés au Sud avec chauffe-eau solaire (imposé en Espagne), alimentés en électricité par les sources alternatives désormais connues, en eau potable par des gisements à qualité retrouvée grâce à l'agriculture 100% biologique (voir Ausbourg), par citernes d'eau pluviales (désormais de nombreux lotissements). Les systèmes d'épuration par les plantes font leurs preuves dans des centaines de maisons individuelles ou de localités, y compris pour des piscines (voir Silfiac) complétés par des toilettes sèches. Celles-ci, très répandues en Suède et au Canada, en constante progression en France, prouvent que les économies de pollution, d'eau potable, et de production d'humus ont eu raison des dérives faciles. Le permis de construire, est aujourd'hui l'obstacle légal aux changements de comportement. Parfois en contradiction avec la charte de l'environnement il serait avantageux de lui substituer les interdictions par un manuel éducatif et incitatif encourageant les économies de flux et le sens du bien commun. Le délire du prix des terrains doit engendrer des initiatives à l'instar des certaines communes qui privilégient de loger les artisans de localité en jugulant l'inflation du foncier.

L'indispensable évolution des consciences

Pour que ces initiatives qui font leurs preuves ne restent pas des îlots d'expérimentation techniques ou des vitrines écologiques elles doivent être reproductibles pour le plus grand nombre. Ainsi, l'éducation, la démocratie participative, la remise en cause de nos choix de vie télé guidés, de nouvelles attitudes alimentaires pour manger biologique, de nouvelles méthodes de construction écologique et financièrement abordables, produire et consommer local ici pour abolir les monocultures intensives là-bas, nos choix individuels et collectifs vers une simplicité heureuse, le retour à nos racines et nos âmes, sont des facteurs décisifs qui préfigurent un futur "vivre et habiter ensemble". La tâche est complexe, immense, et l'espoir n'est pas impossible car nos forces sont issues, comme le dit Xavier Grall, d'une marche spirituelle. Gageons que ceux qui vivent leur identité humaine, mouvement de fond en plein essor, représentent une force suffisante pour la restauration de la Maison Terre.